

**Assemblée générale**

Distr. générale
21 juin 2010
Français
Original : espagnol

Soixante-quatrième session
Point 23 de l'ordre du jour
Question des îles Falkland (Malvinas)

**Lettre datée du 11 juin 2010, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Argentine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué de presse diffusé hier, 10 juin 2010, par le Gouvernement de la République argentine à l'occasion de la « Journée d'affirmation des droits de l'Argentine sur les îles Malvinas et le secteur antarctique » (voir annexe).

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 23 de l'ordre du jour consacré à la question des îles Malvinas.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Jorge Argüello



**Annexe à la lettre datée du 11 juin 2010
adressée au Secrétaire général par le Représentant
permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Communiqué de presse

**Journée d'affirmation de la souveraineté de l'Argentine
sur les îles Malvinas**

Buenos Aires, le 10 juin 2010

Le 10 juin, Journée d'affirmation des droits de l'Argentine sur les îles Malvinas et le secteur antarctique, la nation argentine commémore la création du Commandement politique et militaire des îles Malvinas et des îles proches du cap Horn dans l'océan Atlantique, par un décret de 1829 pris par le Gouverneur par intérim de la province de Buenos Aires, le général de brigade Martín Rodríguez.

Depuis le début de son existence en tant que nation indépendante, la République argentine a manifesté, par les actes de son gouvernement, l'exercice effectif de sa souveraineté sur les territoires australs et les espaces maritimes hérités de l'Espagne.

Le Gouvernement argentin n'a cessé de réaffirmer ses titres de souveraineté sur ces îles et s'est efforcé de garantir le respect des lois afin de protéger les activités de la population argentine et non argentine qui y résidait. Il a ainsi créé le cadre institutionnel qui a permis l'entreprise colonisatrice menée par le Gouverneur des îles Malvinas, M. Luis Vernet.

Cet exercice effectif de la souveraineté a été interrompu le 3 janvier 1833, lorsque des forces britanniques ont envahi les îles Malvinas et expulsé la population et les autorités argentines qui y étaient installées, les remplaçant par des sujets britanniques.

Le peuple et le Gouvernement argentins n'ont jamais accepté ce coup de force et ils réaffirment aujourd'hui, comme un mandat historique consacré dans la première disposition transitoire de la Constitution, leur volonté inébranlable et irrévocable de recouvrer, par la voie pacifique de négociations diplomatiques, le droit d'exercer leur pleine souveraineté sur les îles Malvinas, la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants. Cet objectif constitue une politique d'État et répond à un souhait collectif du peuple de la nation argentine.

S'agissant de la situation actuelle qui découle des activités illégales et unilatérales de prospection et d'exploitation de combustibles fossiles menées dans la zone illégalement occupée par le Royaume-Uni, le Gouvernement argentin réaffirme son autorité exclusive pour déterminer les conditions dans lesquelles les activités concernant les hydrocarbures peuvent être menées dans les zones du plateau continental argentin. Il s'ensuit que toute décision d'autoriser l'exécution de telles activités, qui n'émane pas du Gouvernement argentin, constitue un acte illégal au regard tant du droit argentin que du droit international.

La revendication argentine sur les territoires et espaces maritimes australs est soutenue par les pays de notre région. De même, divers organismes internationaux ou instances internationales, dont l'Organisation des Nations Unies; l'Organisation des États américains; les sommets ibéro-américains; la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud; les sommets Amérique du Sud-pays arabes; les sommets Amérique du Sud-Afrique; le Groupe de Rio; et le Sommet Amérique latine et Caraïbes reconnaissent l'existence du conflit de souveraineté et invitent les deux parties à reprendre les négociations.

Le Gouvernement de la République argentine rappelle une fois encore qu'il est toujours disposé à reprendre les négociations pour parvenir à un règlement juste, pacifique et durable du différend de souveraineté concernant les îles Malvinas. Malheureusement, par son refus persistant et injustifié, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord perpétue encore aujourd'hui une situation coloniale anachronique incompatible avec l'évolution du monde moderne.
